

L'Adresse—M. Murta

la lumière des faits connus. Mais les personnes chargées d'élaborer la politique doivent se fier aux indications du comportement économique qui sont bien en retard sur les faits.

• (1600)

[Traduction]

Je le répète, à mon avis, quiconque a la moindre notion d'économie ou a fait une étude professionnelle dans ce domaine comprendrait que l'un des problèmes qui se posent lorsqu'il s'agit de réaliser la stabilisation aujourd'hui est celui de prévoir le temps nécessaire pour que les politiques fiscales et économiques donnent des résultats.

M. Lawrence: Les premiers ministres provinciaux vous ont dit en août ce qui allait se produire.

L'hon. M. Turner: J'ai confiance que le nouveau plan peut réellement servir à créer des emplois cet hiver. Les programmes d'initiatives locales et de formation en cours d'emploi sont déjà en vigueur et peuvent être rapidement élargis de façon à répondre à un plus grand nombre des demandes déjà reçues. Les activités supplémentaires entreprises par les ministères fédéraux dans le but de créer des emplois et qui représentent un investissement de 60 millions de dollars seront toutes d'un genre qui peut être lancé dans un délai très court.

Comme je me suis attaché à faire ressortir à maintes reprises depuis que je suis devenu ministre des Finances, il y a près d'un an, mon objectif prioritaire, le plus urgent, est la création d'emplois et c'est dans ce sens que doit se diriger l'effort économique du gouvernement. Le but du gouvernement est d'arriver à créer des emplois en nombre suffisant pour fournir du travail productif à tout Canadien désireux et capable de travailler et disposé à faire des efforts raisonnables pour y parvenir.

Nul ne doit se leurrer quant à la facilité ou la rapidité de réalisation de ce but. Des conditions spéciales, propres à notre pays, y font obstacle: la croissance de notre effectif de travail, beaucoup plus rapide que celle de tout autre pays industrialisé du monde, les inégalités chroniques de possibilités économiques dont pâtissent certaines régions du Canada, l'ampleur inusitée des réductions imposées à la production et à l'emploi pendant les mois d'hiver rigoureux, et notre exceptionnelle vulnérabilité à l'égard de ce qui se passe à l'étranger. Les programmes considérables de création d'emplois que j'ai signalés plus tôt joueront un rôle important en vue de remédier aux problèmes du chômage saisonnier au cours de l'hiver actuel et des deux prochaines années.

Le discours du trône fait état de plusieurs nouvelles propositions destinées à raffermir la structure de notre économie. Étant donné les responsabilités qui me sont propres dans ce ministère, je m'intéresse grandement aux mesures visant à raffermir la situation de la petite entreprise canadienne. L'un des aspects économiques primordiaux qui se détache du discours du trône a trait à la vigueur de la petite entreprise canadienne. Grâce au raffermissement et à la coordination de ses services consultatifs à travers le pays et en élargissant le crédit des petites entreprises, le gouvernement se propose de venir en aide aux entrepreneurs indépendants. Il y aura lieu, entre autres, de mener une étude essentielle du rôle de la Banque de développement industriel.

Depuis que je détiens ce portefeuille—et j'en ai souvent parlé, non pas pour faire comme les autres—je me soucie des nouvelles politiques et des nouveaux programmes visant à solidifier les petites et moyennes entreprises

[L'hon. M. Turner.]

canadiennes. Il me paraissait alors, comme il me paraît aujourd'hui, que c'est surtout avec les grandes entreprises, les syndicats et les gros organismes gouvernementaux que nous dialoguons. Il est vraiment trop facile de passer sous silence le rôle vital que jouent des milliers et des milliers de petits établissements au Canada.

Qu'un tel rôle soit important nous en avons la preuve par le chiffre estimatif de 30 p. 100 de toute la population canadienne qui est à l'emploi d'entreprises comptant 100 travailleurs ou moins. Mais la petite entreprise représente plus qu'une simple source importante d'emploi au Canada. Elle constitue aussi un important et dynamique élément créateur de l'économie qui contribue généreusement à produire de nouvelles inventions, de nouvelles technologies, de nouveaux produits et de nouvelles méthodes de commercialisation. Pour toutes ces raisons, je suis résolu en tant que ministre des Finances non seulement à ne pas négliger le rôle vital de la petite entreprise au Canada mais aussi à voir à ce que nous, du gouvernement fédéral, fassions tout ce qui est raisonnablement possible et pratique de faire pour la rendre plus solide. Mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie) va amplifier sur ce sujet.

Le maintien d'une expansion économique vigoureuse et équilibrée, condition préalable et fondamentale pour atteindre un si grand nombre de nos objectifs, est subordonné dans une large mesure à l'application appropriée des politiques monétaires et fiscales. Ces deux politiques ont été fortement expansionnistes depuis de nombreux mois et ont joué un rôle important en stimulant une croissance économique vigoureuse.

Monsieur l'Orateur, je crois qu'en général les Canadiens ont confiance que la production, l'emploi et les revenus réels continueront à s'accroître fermement en 1973. Dans ses perspectives économiques de décembre publiées récemment, l'Organisation de coopération et de développement économiques prévoit que l'expansion économique réelle du Canada en 1973 dépassera à nouveau celle de tout autre pays industriel important, sauf le Japon. Il y a quelques mois, l'Institut d'analyse quantitative à l'Université de Toronto, l'un des groupes autonomes les plus avancés de prévisions à court terme au Canada, prévoyait que l'économie augmenterait d'environ 7½ p. 100 en 1973 à la suite d'une hausse de 6½ p. 100 l'an dernier.

Je ne voudrais pas chercher à faire mes propres prévisions à l'heure actuelle. Les prévisions économiques ne sont pas une science exacte et je n'ai jamais eu l'habitude de m'en mêler. Toutefois, comme le mentionnait le discours du trône et comme je l'ai déjà dit à la Chambre, j'ai l'intention de présenter un budget le plus tôt possible, afin de présenter un rapport complet à la Chambre sur notre situation économique et les finances de l'État. Je peux assurer aux députés que ce budget présentera de nouvelles mesures fiscales importantes pour résoudre avec compétence et efficacité nos problèmes économiques et sociaux les plus pressants, notre problème humain le plus pressant, le problème de l'embauche, afin de procurer au Canada durant les années à venir une croissance économique vigoureuse et équilibrée accompagnée d'une stabilité raisonnable des prix. Monsieur l'Orateur, je voudrais remercier les députés de leur obligeance.

M. Jack Murta (Lisgar): Je dirais au départ, monsieur l'Orateur, que je me sens en quelque sorte honoré de prendre la parole après le ministre des Finances (M. Turner). Depuis mon arrivée ici, en 1970, j'ai suivi avec un certain intérêt sa carrière. Aujourd'hui, ce qu'il a fait, au fond, c'est camoufler avec des chiffres toute la question